

l'Espoir, l'Unité, l'Avenir

P

P R E S S E

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE



Bulletin d'information
Fédération de la Creuse du Parti Communiste Français
 17, rue du Docteur de Lavillatte - 23000 Guéret

05 55 52 17 06 - 06 31 82 89 29

Courriel : pcf23@wanadoo.fr - Site Internet : 23.pcf.fr

Facebook : <https://www.facebook.com/pcf23/>

Tweeter : @PCF_23

Déposé le 29.03.2018

Directeur de publication : Marie Hélène Pouget-Chauvat - CPPAP 0221 P 11517 - Imprimerie ECP Guéret



Cher-e-s ami-e-s, Cher-e-s camarade-s,

Aujourd'hui, l'ensemble des activités humaines, même les plus essentielles, comme la santé, l'éducation, l'énergie, etc. sont prévues comme marchandisables.

Casser les services publics, remettre en cause des statuts garants de l'intérêt général est devenu un sport. C'est même le sport favori des gouvernements successifs.

On a sous les yeux une remise en cause des fondements de notre système de santé solidaire qui depuis 1945, avec l'amélioration des conditions de vie et de travail, a permis de faire progresser l'espérance de vie !

Macron nous parle de « modernité », il n'est en fait question que de vieilles recettes thatchérienne et on peut lui donner ainsi qu'à son gouvernement le titre de champion toute catégorie vu la violence de l'attaque.

Accompagnons toutes les luttes qui se développent car, même locales, elles sont des brèches dans l'ordre social et économique dominant.

Nous avons défendu les femmes ce 8 mars : les femmes qui plus souvent que les hommes vivent sous le seuil de la pauvreté, qui sont plus souvent à la tête d'une famille monoparentale, qui, trop souvent n'ont pas le même salaire à travail et à âge égal.

Nous avons accompagné ceux qui réclament des situations dignes pour nos aînés et le personnel qui prend soin d'eux, les personnels hospitaliers qui n'en peuvent plus de ce qu'on fait à l'hôpital public.

Il y a urgence à changer de logiciel, à reprendre l'argent qui depuis des décennies passe de la Sécu dans les poches du patronat, à la financiarisation de la santé et de la protection sociale. Il y a urgence à écouter les professionnels de la santé, les syndicalistes, les comités de luttes, les patient-e-s, les élu-e-s pour construire une vraie solution.

Nous avons accompagné les retraités, ces prétendus nantis !

Nous accompagnons la lutte des cheminots et des fonctionnaires. C'est défendre nos intérêts. Le problème des dettes n'est pas un problème de statut mais plutôt un problème de politique conduite (comme celle du tout LGV par exemple).

Sécurisons l'emploi et la formation en donnant un coût d'arrêt aux suppressions de milliers d'emplois dans le pays et en opposant à la précarité, à la souffrance au travail, au contrôle accru des chômeurs, au manque de formation, le droit à un travail émancipé, à une rémunération à la hauteur des qualifications...

Expliquons, développons par tous les moyens le débat d'idées.

Retrouvons l'espoir dans un changement possible, en posant les bases d'un projet de société alternatif. Sans l'engagement de tous, nous n'avancerons pas vers une société égalitaire.

Marie-Hélène **POUGET-CHAUVAT**

La vérité sur Sankara ?

Thomas Sankara fut président du Burkina Faso de 1983 à 1987. Né en 1949, il a été assassiné en 1987, lors du coup d'Etat de Blaise Compaoré. Imprégné de l'idée marxiste, anti-impérialiste, panafricaniste et tiers-mondiste, c'est lui qui a transformé le nom colonialiste de Haute-Volta en Burkina Faso (« Pays des hommes intègres »), un nom de tradition africaine. Il a mené une politique d'émancipation nationale, de développement du pays, de lutte contre la corruption et de libération des femmes. Dès lors, son souvenir reste particulièrement fort dans la jeunesse de son pays et plus largement dans toute l'Afrique où il est considéré comme un « Che Guevara africain » aux côtés de Patrice Lumumba, Nelson Mandela et Kwame Nkrumah.



Il fut un des chefs du Mouvement des non-alignés et avait rencontré de nombreux militants d'extrême gauche. C'est pourquoi il avait mis en place un groupe d'officiers clandestin d'influence marxiste : le Regroupement des officiers communistes. Il s'est rapproché de l'URSS et de Cuba où il s'est rendu à deux reprises. Il a, notamment, dénoncé la dette pesant sur les pays en voie de développement et a été le seul devant l'ONU à défendre le droit des peuples à manger à leur faim, boire à leur soif et à être éduqués. Il avait mis en place les Comités de défense de la révolution, dans une logique de démocratie participative, afin de lutter contre la malnutrition, l'analphabétisme, la désertification et de développer les droits des femmes. Il avait supprimé les dépenses somptuaires de l'Etat en expliquant que comme « Karl Marx le disait, on ne pense ni aux mêmes choses ni de la même façon selon que l'on vit dans une chaumière ou dans un palais ».

On ne connaît toujours pas la vérité sur l'assassinat de Thomas Sankara, criblé de balles le 15 octobre 1987 avec douze de ses collaborateurs. Depuis la chute de Blaise Compaoré, en 2014, certains témoins se sont exprimés. En 2015, le gouvernement burkinabé a autorisé la justice à se saisir de l'affaire. Dix-sept personnes, dont Blaise Compaoré, ont été inculpées. Le procès devrait s'ouvrir en 2018. Six membres du commando qui a agi lors de l'assassinat sont connus ; diverses hypothèses ont été émises, mais on ne connaît pas vraiment les donneurs d'ordres et on parle généralement d'un complot international dirigé de Paris, d'Abidjan ou de Tripoli. Le président Macron a promis, à Ouagadougou, le 28 novembre 2017, de déclassifier les documents français relatifs à cette affaire.

La jeunesse burkinabé et africaine attend beaucoup d'un procès qui doit rendre justice à son modèle - « le révolutionnaire au béret rouge » - dont le souvenir a joué un rôle important lors de l'insurrection de 2014. Ce procès sera, peut-être, aussi un élément de plus pour essayer d'en finir, une fois pour toutes, avec la Françafrique.

Alain ROUDIER



1er mai

*Notre traditionnel stand sera présent
place Bonnyaud à Guéret
pour vous vendre du bonheur.
Au plaisir de vous voir ...*

Les services publics en grand danger !

Sur la base de l'éditorial du premier numéro du journal de Convergence (Défense des services publics), quelques réflexions sur les services publics sont nécessaires.

Le gouvernement d'Edouard Philippe a décidé de s'attaquer lourdement aux services publics, en accord avec les objectifs du Président de la République. L'objectif d'ici 2022 serait de réduire à 60 milliards d'euros les dépenses publiques et de supprimer environ 120 000 emplois de fonctionnaires. Ces mesures sont supposées « améliorer la qualité des services publics » et « offrir aux agents publics un environnement de travail modernisé » !

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement entend jouer sur trois leviers pour « transformer » l'action publique :

- Création d'un comité de pilotage intitulé : CAP 2022

Le but est de proposer des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts de missions au secteur privé et cerise sur le gâteau, réfléchir aux possibilités d'abandon de missions. Quatre axes sont préconisés : Quel périmètre souhaitable ? Quels transferts ou abandons possibles ? Quelles économies durables et structurelles ? Quelles pistes d'amélioration ? Ce comité de pilotage est confié à une batterie d'experts en tous genres éloignés des services publics mais proches du monde des affaires. En réalité son but est de programmer la destruction de l'emploi public et la délégation au privé d'une partie des missions de l'action publique.

- Lancement d'une grande consultation par le ministre de l'action et des comptes publics à destination des agents publics et des citoyens

Ce « grand forum de l'action publique » prend la forme d'un questionnaire dématérialisé. Cette consultation s'adresse également aux agents sous forme d'un questionnaire sur leur perception de leur travail, de la reconnaissance de celui-ci et de l'accomplissement de leur mission. Les citoyennes et citoyens seront consulté.e.s sur leurs attentes et sur les propositions pour la transformation du service public. Des débats en région devraient être programmés.

A aucun moment la question du renforcement et de l'amélioration des services publics pour répondre aux besoins de la population n'est abordé. Son objectif est de légitimer son « adaptation », sa « modernisation » aux contraintes des politiques d'austérité et du monde marchand.

- Demande aux administrations de travailler sur cinq chantiers :

Simplification administrative, transformation numérique, rénovation du cadre des ressources humaines, organisation territoriale des services publics, gestion budgétaire et comptable. Toutes ces pistes ont déjà été étudiées et partiellement mises en œuvre sous l'ère Sarkozy et sous l'ère Hollande. Toutes ont conduit à un affaiblissement des services publics, une fragilisation de la cohésion sociale et une aggravation des conditions de travail des personnels ...

Ne pas laisser faire !

Le PCF et Convergence n'acceptent pas ce plan de destruction de grande ampleur .

Pour nous, la fonction publique, les services publics, sont des vecteurs d'égalité, des éléments fondamentaux de la cohésion sociale, de la pratique démocratique, de l'aménagement du territoire, du développement économique et écologique, des portes d'entrée aux droits.

Le vivre ensemble passe par de véritables services publics au service de toutes et de tous sur l'ensemble des territoires.

Pour contrer l'offensive gouvernementale, pour que le service public réponde avant tout aux besoins des personnes et des territoires, garantisse la proximité et un aménagement égalitaire et équilibré du territoire, notre participation commune à toutes manifestations, rassemblements et expressions sur ce thème s'impose telle celle du 22 mars 2018 et ses probables suivantes.

Convergence et le PCF proposent aux citoyens de s'exprimer sur ces sujets au travers d'un questionnaire que nous avons mis en ligne au début du mois de février.

En Creuse, comme partout, c'est une grosse partie de l'emploi qui diminue sournoisement chaque jour. Monsieur le Préfet reconnaît 9 emplois par an dans son compte-rendu annuel au Conseil Départemental pour la Fonction Publique Etat alors que les syndicats des Finances publiques en annoncent 17 pour leur secteur en 2018. Le manque de postes évident dans les hôpitaux creusois, les postes perdus en particulier à Aubusson et sa Com Com pour la Fonction Publique Territoriale, les mutualisations d'emploi nécessaires par manque de crédit d'Etat auprès des Collectivités Territoriales, sont le syndrome d'une accélération des attaques des services publics contre lesquelles il nous faut lutter.

Claude AMEAUME

Bibliothèque :

En ce mois de mars, il serait dommage de ne pas avoir quelques livres relatant de la Femme. Nous proposons :

Un essai : *La moitié du ciel* – Nicholas Kristof & Sheryl Wudunn (prix Albert Londres et Pulitzer)

Pendant cinq ans, Nicholas Kristof et Sheryl Wudunn ont sillonné les campagnes et les taudis d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient. Ils ont rencontré des centaines de femmes qui refusent l'oppression et se battent par tous les moyens.

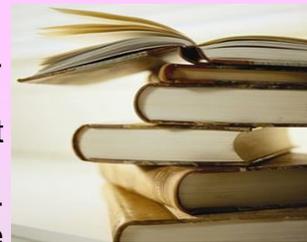
Deux BD : *Les culottées* - Pénélope Bagieu

Journal d'une Femen - Michel Dufranne et Séverine Lefebvre

La Bible : *Le Deuxième Sexe* - Simone de Beauvoir

« Comment la femme fait-elle l'apprentissage de sa condition, comment l'éprouve-t-elle, dans quel univers se trouve-t-elle enfermée, quelles évasions lui sont permises, voilà ce que je chercherai à décrire »....

La mise au poing : *Femmes, race et classe* - d'Angela Davis



A propos de :

28-04-18 9h30 à la fédération : *La question kurde (2)*

02-06-18 9h30 à la fédération : *Mai 68 - Comment l'avez-vous vécu ?*



ALAIN ET ERIC BOCQUET

Ancien Député, Sénateur du Nord

Auteurs du livre « Sans domicile Fisc »

« Sans domicile fisc » avec les frères Bocquet

Montluçon - samedi 14 avril

10H - Dédicace à l'Espace Culturel Leclerc à Domérat

Puis 12H30 - Buffet-débat salle de la Cité Mage à Montluçon

S'inscrire impérativement avant le 4 avril auprès de la fédération au 0555521706 possibilité de voiturage

Conférence débat avec Gérard Le Puill le 25 mai (lieu à fixer)

Dans un département rural comme la Creuse il faut parler d'agriculture et d'agro-écologie, mais aussi de politique d'aménagement du territoire.

« une politique de gauche au XXIème siècle c'est : réinventer l'économie dans un monde fini ».

DONS & COTISATIONS

Nom : Prénom :

je verse un don de €

je modifie mon prélèvement : nouveau montant €

je souhaite régler mes cotisations par prélèvement : € par mois (joindre un RIB)

Les chèques sont à libeller à « ADF PFC23 » et à retourner à :

Fédération PCF23 - 17 rue du Docteur de Lavillatte - 23000 Guéret